



25.061

## Gaststaat 2026–2029

### Etat hôte 2026–2029

*Erstrat – Premier Conseil*

#### CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.09.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.09.25 (FORTSETZUNG - SUITE)

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Über das Eintreten und die Detailberatung führen wir eine einzige Debatte.

**Bulliard-Marbach** Christine (M-E, FR), für die Kommission: Heute befindet sich der Multilateralismus und damit die gemeinsame Suche nach Lösungen für globale Probleme in einer schweren Krise. Einerseits haben anhaltende bewaffnete Konflikte und insbesondere der Angriffskrieg Russlands als Mitglied des UN-Sicherheitsrates dessen Glaubwürdigkeit für viele infrage gestellt. Andererseits hat die US-Regierung eine kritische Position zur multilateralen Politik bezogen und als grösste Geberin des UN-Systems massive Mittelkürzungen beschlossen. Auch einige europäische Staaten haben ihre Beiträge gekürzt. Folglich müssen die internationalen Organisationen den Gürtel enger schnallen, dies in einer Zeit grosser Unsicherheit.

Diese Entwicklung hat auch für das internationale Genf massive Auswirkungen. Darüber hinaus locken andere Standorte mit günstigeren Betriebs- und Lebenskosten. Vor diesem Hintergrund besprechen wir heute die Botschaft über die Massnahmen zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat 2026–2029. Die Stärkung des Multilateralismus ist ein thematischer Schwerpunkt der Aussenpolitischen Strategie 2024–2027 des Bundesrates und für die Interessenwahrung der Schweiz unabdingbar. Das internationale Genf spielt dabei eine Schlüsselrolle. Als Sitz von über vierzig internationalen Organisationen und einer grossen Zahl von NGO garantiert Genf der Schweiz einen einflussreichen Platz am Tisch der Weltpolitik. Gleichzeitig profitieren der Kanton Genf und auch die Eidgenossenschaft wirtschaftlich vom internationalen Genf. Der Bundesrat spricht von einem Beitrag von 4 Milliarden Franken an die Wirtschaftsleistung der Schweiz, während sich die Kosten für die öffentliche Hand in den vergangenen Jahren auf 2 Milliarden Franken beliefen.

Aus diesem Grund schlägt der Bundesrat vor, Massnahmen zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat mit einem

#### AB 2025 N 1518 / BO 2025 N 1518

Zahlungsrahmen von 122,6 Millionen Franken umzusetzen. Die Mehrheit Ihrer APK unterstützt dieses Vorhaben. Für sie setzt die Botschaft mit ihren prioritären Handlungsfeldern die richtigen Schwerpunkte: das Gaststaat-Dispositiv, die Infrastruktur – insbesondere Immobilien –, die Partnerschaften und die Gouvernanz im Bereich der neuen Technologien.

Die Stärkung des Multilateralismus ist für die Schweiz ein vitales Interesse, ob es nun um die Friedensförderung oder die wirtschaftliche Entwicklung geht, beispielsweise im Zusammenhang mit Zöllen. Das Völkerrecht und das auf Rechtsstaatlichkeit beruhende internationale System schützen kleinere, auf Freihandel angewiesene Staaten vor der Willkür der Grossmächte und ermöglichen Stabilität und Wohlstand.

Die Finanzkommission schlägt vor, den Zahlungsrahmen auf 103,8 Millionen Franken zu senken. Sie wird dabei von der Minderheit I (Portmann) unterstützt. Diese ist der Ansicht, dass sich die betroffenen Standortkantone stärker beteiligen müssen und dass die Aufstockung der Mittel vor dem Hintergrund des Entlastungspaketes 2027 nicht angemessen sei. Ich möchte an dieser Stelle daran erinnern, dass der Staatsrat des Kantons Genf bereits im Februar 2025 Massnahmen ergriffen hat – darunter kurzfristige Finanzhilfen und ein längerfristig angelegtes Instrumentarium –, die internationalen Organisationen die Anpassung an strukturelle Herausforderungen ermöglichen sollen. Die Minderheit II (Molina) schlägt vor, den Zahlungsrahmen auf 152,6 Millionen Franken zu erhöhen, um die Bemühungen des Bundes weiter zu verstärken.

Abschliessend bitte ich Sie im Namen der Mehrheit Ihrer Aussenpolitischen Kommission, dem vernünftigen und finanziell tragbaren Entwurf des Bundesrates zuzustimmen.





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Sechste Sitzung • 15.09.25 • 14h30 • 25.061  
Conseil national • Session d'automne 2025 • Sixième séance • 15.09.25 • 14h30 • 25.061



**Walder** Nicolas (G, GE), pour la commission: Le multilatéralisme traverse aujourd'hui une crise politique profonde, à la fois structurelle et conjoncturelle. Depuis plusieurs années, nous assistons à une montée en puissance des régimes autocratiques et des mouvements populistes, qui remettent ouvertement en cause les fondements de l'ordre international fondé sur un droit commun. Ces tendances se retrouvent au sein même du Conseil de sécurité, avec la Chine et ses principes d'ingérence et de souveraineté absolue, avec la Russie et sa politique impériale expansionniste et, bien sûr, avec les États-Unis et leur désengagement massif ainsi que leurs coups de boutoir tous azimuts contre le multilatéralisme et les droits fondamentaux. Tous violent massivement les principes du droit international, que ce soit au Tibet, en Ukraine ou à Gaza.

Cette dynamique politique et budgétaire contribue à affaiblir la stabilité des institutions internationales. Cela a des répercussions directes sur la présence d'organisations internationales en Suisse, qui subit une concurrence de plus en plus féroce, car face à des choix budgétaires drastiques, certains acteurs s'interrogent sur le maintien de leurs activités en Suisse, tandis que d'autres sites, notamment en Asie ou au Moyen-Orient, proposent des conditions plus avantageuses. L'écosystème unique qui fait la force de la Suisse – ce que certains appellent un "biotope international" – est aujourd'hui clairement menacé. Or, il ne s'agit pas seulement d'enjeux symboliques ou de prestige. Il s'agit d'un instrument concret de paix, de coopération et de régulation à l'échelle mondiale. C'est dans ce contexte exigeant et instable que le Conseil fédéral a adopté, le 20 juin 2025, le message concernant les mesures à mettre en œuvre pour renforcer le rôle de la Suisse comme État hôte pour la période 2026 à 2029. Il propose au Parlement de renouveler son engagement en faveur de la présence internationale en Suisse, avec un plafond de dépenses de 122,6 millions de francs. Ce soutien n'est pas un luxe. Il est en parfaite cohérence avec la stratégie de politique extérieure 2024–2027 de la Suisse, dont le renforcement du multilatéralisme constitue l'un des axes majeurs.

En tant qu'État de taille modeste, notre pays, dépositaire des Conventions de Genève, dépend fondamentalement du respect du droit international et du bon fonctionnement du système multilatéral. Il ne s'agit donc pas d'une posture altruiste que l'on peut laisser au bon vouloir des cantons, mais bien d'une nécessité vitale pour notre sécurité, notre prospérité et notre influence dans le monde. C'est pourquoi la Commission de politique extérieure de notre conseil a salué le message du Conseil fédéral, qui consiste à pérenniser notre position et à attirer de nouveaux acteurs, et s'y est largement ralliée. Nous sommes conscients du fait que le rôle d'État hôte est un atout stratégique pour notre politique étrangère, mais également un moteur économique qui participe à l'attractivité de notre pays. Les retombées sont estimées à plusieurs milliards de francs, puisque des emplois qualifiés et contribuant à la réputation de la Suisse comme centre de dialogue et de négociation sont générés. C'est ainsi que la commission de notre conseil a soutenu le projet qui vous est soumis, par 15 voix contre 9. Deux minorités se sont toutefois exprimées. La proposition de minorité I (Portmann), soutenue par la majorité de la Commission des finances, vise à réduire le plafond de crédit à 103,8 millions de francs, soit le montant figurant dans le précédent message. Elle estime que les cantons, notamment Genève, devraient assumer une part plus importante de l'effort.

La proposition de minorité II (Molina) défend une hausse de 30 millions de francs, considérant que les moyens prévus sont encore insuffisants au regard des défis considérables auxquels fait face la Genève internationale. La majorité de la commission a rejeté ces deux propositions par, respectivement, 14 voix contre 10, et 16 voix contre 8, en considérant que le projet du Conseil fédéral répondait aux enjeux et était en position de recevoir le soutien d'une majorité de nos deux chambres.

En rejetant la minorité I (Portmann), la majorité de la commission de notre conseil a considéré qu'il appartenait en premier lieu à la Confédération de soutenir la politique d'État hôte. Elle a aussi tenu compte des efforts financiers importants déjà fournis par le canton de Genève, comme nous l'a rappelé la conseillère d'État Nathalie Fontanet lors de son audition le 26 août dernier.

Soutenir la politique d'État hôte, c'est investir dans la stabilité du monde et le rayonnement de notre pays. C'est choisir d'agir plutôt que de subir. C'est défendre un ordre international fondé sur le droit, le dialogue et la coopération. En votant en faveur de ce crédit, vous renforcez la position de la Suisse sur la scène internationale et envoyez un signal clair à la communauté mondiale : notre pays reste un acteur engagé, crédible et proactif du multilatéralisme.

Au nom de la majorité de la Commission de politique extérieure, je vous invite à soutenir ce projet, tel qu'il est proposé par le Conseil fédéral.

**Pahud** Yvan (V, VD): J'ai été étonné par votre prise de position, cher collègue Walder. Quand on veut être État hôte, il faut être neutre, mais vous avez parlé d'États autocrates et populistes, et vous avez mentionné la Chine. C'est tout l'inverse qu'il faut faire, en tant qu'État hôte, il faut rester le plus neutre possible. Je n'ai pas très bien compris votre développement.





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Sechste Sitzung • 15.09.25 • 14h30 • 25.061  
Conseil national • Session d'automne 2025 • Sixième séance • 15.09.25 • 14h30 • 25.061



**Walder Nicolas** (G, GE), pour la commission: Si vous m'aviez bien écouté, vous auriez compris que je parlais du multilatéralisme et des règles de droit international qui sont bafouées par de nombreux États, et je citais trois exemples – ceux de trois États qui siègent au Conseil de sécurité – pour dire que le multilatéralisme et les droits fondamentaux étaient aujourd'hui malmenés par ces trois entités et qu'il était de notre devoir, en tant que petit État qui dépend de ce multilatéralisme, de travailler au renforcement non seulement de l'établissement du droit, mais aussi de son respect par le plus de membres possible.

**Gafner Andreas** (V, BE), für die Kommission: Die Finanzkommission hat sich an ihrer Sitzung vom 26. Juni mit der Vorlage "Gaststaat 2026–2029" befasst. Der Bundesrat schlägt in seiner Botschaft vor, zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat in den Handlungsfeldern

### AB 2025 N 1519 / BO 2025 N 1519

Ansiedlung, Infrastruktur, Partnerschaften und Gouvernanz der neuen Technologien für den Zeitraum 2026–2029 den Zahlungsrahmen um 18,8 Millionen Franken zu erhöhen, was ein Plus von etwa 18 Prozent bedeutet. Die Mehrheit der Finanzkommission beantragt Ihnen mit 14 zu 11 Stimmen, auf dem Niveau der vorangehenden Periode zu bleiben und auf die massive Erhöhung zu verzichten.

Die Finanzkommission anerkennt den Multilateralismus als wichtigen Pfeiler der schweizerischen Aussenpolitik. Das internationale Genf spielt dabei eine zentrale Rolle für die Schweiz und wird deshalb auch sehr grosszügig vom Bund unterstützt. Die Schweiz ist aber nicht verpflichtet, Beitragsreduktionen anderer Staaten zu kompensieren. Kommt hinzu, dass im Bereich der diplomatischen Vertretungen die internationalen Organisationen, NGO und so weiter in der Regel grosszügig mit Geld umgehen und diesen Organisationen und Gremien deshalb auch ein gewisses Sparpotenzial zugemutet werden kann, ohne deren Arbeit in den Kernaufgaben zu schmälern.

Sparen ist also auch im internationalen Genf möglich und sinnvoll. Die vom Bundesrat beantragte Mittelaufstockung ist angesichts des defizitären Bundeshaushaltes nicht angebracht. Die Mehrheit der Kommission lehnt es zudem ab, dass die Bundesmittel für das internationale Genf aufgrund fehlender Zahlungen oder des Rückgangs wegen unzuverlässiger internationaler Partner erhöht werden. Für die Stärkung der Gaststaatspolitik fordert die Mehrheit eine stärkere Kostenbeteiligung der betroffenen Standortkantone, zumal die Wertschöpfung grösstenteils auf diese Regionen zurückfällt. Die aktuelle finanzielle Lage in Genf lässt dies aus Sicht der Mehrheit zu: Die Rechnung 2024 des Kantons Genf wies einen Überschuss von 541 Millionen Franken aus. Im gleichen Zeitraum betrug der Überschuss der Stadt Genf 9,8 Millionen Franken. Es gibt folglich einen gewissen finanzpolitischen Handlungsspielraum.

Die Minderheit Fehlmann Rielle lehnt die von der Mehrheit beantragte Kürzung des Zahlungsrahmens ab. Die Minderheit erinnert daran, dass das internationale Genf nicht nur für den Kanton Genf, sondern auch für die gesamte Schweiz aus volkswirtschaftlicher Sicht ein Gewinn sei. Zudem beteilige sich der Kanton Genf schon heute in bedeutendem Masse an den Kosten des internationalen Genf. Der Druck auf das internationale Genf ist gestiegen. Es gibt andere Gaststaaten, die um den Sitz der internationalen Organisationen buhlen. Seit Anfang 2025 haben die meisten Organisationen mit Budgetkürzungen zu kämpfen. Dies zwingt sie, nach Alternativen zu suchen.

In den weiteren Punkten unterstützt die Finanzkommission den Entwurf des Bundesrates.

**Fehlmann Rielle** Laurence (S, GE): Dans son message sur l'État hôte, le Conseil fédéral prévoit une légère augmentation du plafond des dépenses pour le porter à 122,6 millions de francs pour les années 2026 à 2029. Comme l'a rappelé le Conseil fédéral, le rôle d'État hôte fait partie de l'identité de la Suisse. La densité d'organisations internationales, de représentations officielles des États membres et des organisations non gouvernementales ainsi que la tenue de milliers de conférences internationales chaque année font de la Suisse le centre du multilatéralisme. Mais pour combien de temps encore ? La Genève internationale, ou plutôt devrait-on dire la Suisse internationale, est grandement menacée. À part Genève, les cantons de Bâle, Berne et Vaud accueillent aussi des organisations internationales. Genève abrite 46 organisations internationales, 460 organisations non gouvernementales, 183 représentations et environ 6500 conférences chaque année. Depuis les coupes drastiques opérées par les États-Unis, cet écosystème est menacé et fragilise un peu plus le multilatéralisme. Le financement américain représente près de 26 pour cent du financement de la Genève internationale. Mentionnons aussi les populations vulnérables des pays du Sud, qui se voient privées de programmes d'aide essentiels pour lutter contre les famines, les effets du réchauffement climatique et de nombreux conflits régionaux.

La conseillère d'État en charge des finances du canton de Genève a relevé le fait que l'écosystème de la





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Sechste Sitzung • 15.09.25 • 14h30 • 25.061  
Conseil national • Session d'automne 2025 • Sixième séance • 15.09.25 • 14h30 • 25.061



Genève internationale vivait une des pires crises de son histoire : si des organisations importantes sont trop affaiblies, c'est l'ensemble du système qui sera gravement atteint. C'est justement dans ce climat difficile que la Suisse doit montrer son soutien, en particulier en tant que dépositaire des Conventions de Genève.

Pendant que certains se demandent s'il est bien pertinent d'augmenter même modestement le plafond des dépenses pour la stratégie relative à l'État hôte, plusieurs villes et pays se mettent sur les rangs pour accueillir des organisations internationales en faisant valoir leurs propres atouts : il s'agit notamment de Vienne, Bonn, Valence, Budapest, etc., et, hors d'Europe, des villes comme Nairobi, Kigali, et également de certains États du Golfe.

Au-delà des aspects de politique étrangère et des besoins humanitaires, il faut être conscient des retombées économiques de la Genève internationale qui représentent 4 milliards de francs, soit 11,4 pour cent du PIB du canton de Genève et environ 1 pour cent du PIB de la Suisse. Certains collègues de la Commission des finances ont avancé que le canton de Genève n'avait qu'à investir plus, car il en avait les moyens. D'abord, rappelons que le canton de Genève a débloqué un crédit de 10 millions de francs pour soutenir les personnes licenciées de différentes organisations : on parle d'environ 3000 postes qui sont déjà supprimés ou en voie de l'être. Le canton devra assumer les charges de la brigade de sécurité diplomatique qui incombe normalement à la Confédération. Tout cela en plus de ce qu'il investit régulièrement. Le canton de Genève vient aussi de constituer une nouvelle fondation dont le but est de soutenir et d'accompagner les organisations dans leur transformation pendant cette période de transition. Celle-ci a été dotée d'un capital de 50 millions de francs. Enfin, ce n'est pas le rôle du canton de se substituer à la Confédération, chacun ayant son rôle : la Confédération soutient les organisations internationales, tandis que le canton s'occupe de l'environnement dans lequel évoluent les organisations non gouvernementales. Il faut aussi relever que cette modeste augmentation du plafond de dépenses de 5 pour cent sera intégralement compensée à l'interne du Département fédéral des affaires étrangères.

Contrairement à ce qu'a dit notre collègue Gafner, la Suisse ne va pas compenser le retrait des États-Unis ou d'autres pays ; elle doit simplement faire sa part. La Suisse va perdre de son influence si on ne réagit pas. Il est indispensable qu'elle s'engage activement dans la réforme du système multilatéral et dans les bons offices. La Genève internationale reste un lieu propice pour innover et trouver de nouveaux modèles de coopération. Il est donc dans l'intérêt de notre pays de se positionner face à l'avenir.

C'est la raison pour laquelle, je vous demande de suivre ma minorité qui reprend simplement le projet du Conseil fédéral. C'est le minimum que l'on puisse faire pour rester du bon côté de l'histoire.

**Portmann** Hans-Peter (RL, ZH): Die Minderheit I (Portmann) der APK-N beantragt Ihnen, den Mehrheitsentscheid und somit den Antrag der Finanzkommission des Nationalrates zu unterstützen, dies aus drei Gründen: 1. Mit dem Betrag, den wir hier sprechen, unterstützt die Minderheit I der APK-N ganz klar die Verpflichtungen des Gaststaates. Der Betrag bleibt gleich hoch, wie er in den vergangenen vier Jahren war. Wir sehen auch die Wichtigkeit und den Nutzen der Schweiz als Gaststaat für internationale Organisationen in Genf. Aber es ist nicht angezeigt, dass wir Erhöhungen machen, nur weil vielleicht heute andere Staaten bei ihren Bemühungen weniger auf internationale Organisationen setzen. Es muss auch deutlich zum Ausdruck gebracht werden: Die Kommissionssprecher haben zu Recht die wichtigen Aufgaben erwähnt, aber diese haben nichts mit diesem Betrag hier zu tun. Selbstverständlich unterstützen wir in den verschiedensten Projekten humanitäre und andere Bemühungen.

AB 2025 N 1520 / BO 2025 N 1520

2. In der Medienmitteilung begründet der Bundesrat die Mehrausgaben. Für die nächsten vier Jahre wären es heruntergebrochen jährlich 5 Millionen Franken. Es ist schon fast lächerlich, zu glauben, dass damit die Wettbewerbsfähigkeit gestärkt würde. Es trifft zu, dass sich internationale Organisationen überlegen, irgendwo einen anderen Standort zu wählen. Aber Sie glauben doch nicht, dass sich solche Organisationen wegen jährlich 5 Millionen Franken für die nächsten vier Jahre – ich weiss, dass der Betrag im ersten Jahr auf einmal ausbezahlt wird, nachher aber nicht mehr – nicht für andere Standortangebote entscheiden, bei denen schon die ganzen Infrastrukturkosten, Lohnkosten und Lebenskosten viel tiefer sind als in der Schweiz und die Staaten auch bereit sind, sehr wahrscheinlich Hunderte von Millionen Franken hineinzugeben. Dieses Argument kann ja wohl nicht verfangen. Wenn sie gehen wollen, werden wir am Schluss genau gleich viele Organisationen sehen, die die Schweiz verlassen, ob mit oder ohne diese 20 Millionen Franken.

3. Zum für mich wichtigsten Punkt: Wir haben hier eine Verantwortung, das Gesamte zu sehen. Ich habe mir erlaubt, mir den Smartspider vor allem bürgerlicher Kolleginnen und Kollegen anzuschauen. Was haben Sie vor zwei Jahren alles versprochen? Sie sind für gesunde Staatsfinanzen, keine Aufweichung der Schuldenbremse.





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Sechste Sitzung • 15.09.25 • 14h30 • 25.061  
Conseil national • Session d'automne 2025 • Sixième séance • 15.09.25 • 14h30 • 25.061



Sie sind für eine gesunde Sicherheits- und Verteidigungspolitik, die ausgebaut werden soll. Und was machen Sie? Sie machen hier das Gegenteil – nicht nur hier. Sie machen bei Vorlagen laufend das Gegenteil und geben mehr Geld aus. Da muss ich sagen: Sie konnten heute lesen, dass der offizielle Sprecher des Kremls verlauten liess, dass sich der Westen jetzt im Krieg mit Russland befindet. Wenn Sie nicht bereit sind, unsere Aufgaben wirklich in die Hand zu nehmen, auch wenn es nur um wenig Geld geht, dann ist das, glaube ich, wirklich eine gewisse Schande für uns.

Politik hat auch etwas mit Rückgrat und Geradlinigkeit zu tun. Einige von uns sollten sich einmal einen neuen Smartspider machen, damit er wieder mit den Abstimmungen hier drin übereinstimmt. Sie sollten selbst in Betracht ziehen, wie Sie all das, was Sie Ihren Wählerinnen und Wählern versprochen haben, mit Füßen treten. Es geht darum, dass wir auch im Kleinen Prioritäten zu setzen haben und uns fragen, wo wir mehr Geld ausgeben müssen, und nicht überall Erhöhungen machen. Wir sparen hier ja nichts, es geht um eine Erhöhung.

In diesem Sinne bitte ich Sie um etwas, das sich nicht gegen die Thematik des Gaststaates und gegen die Wichtigkeit dieser Organisationen richtet. Wachen wir endlich auf! Was sind unsere wirklichen Probleme in diesem Lande? Sie sind ja auch nicht für Steuererhöhungen. Sagen Sie mir, woher Sie das Geld für all die anderen dringlichen Aufgaben nehmen wollen, die wohl höhere Prioritäten haben als diese Mehrausgaben zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat.

Ich danke Ihnen, wenn Sie hier der Minderheit I der Aussenpolitischen Kommission des Nationalrates und somit der Mehrheit der Finanzkommission des Nationalrates folgen.

**Molina Fabian (S, ZH):** Eigentlich hat das internationale Genf den falschen Namen. Ja, Genf ist Heimat von rund vierzig internationalen Organisationen und von Hunderten Thinktanks und Nichtregierungsorganisationen. Ja, der Sitz des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz ist in Genf. Und ja, Namensgeberin der Genfer Konventionen ist Genf, und damit wird der Kanton sozusagen zum Depositarkanton des humanitären Völkerrechts und des Flüchtlingsschutzes. Fast nirgendwo auf der Welt finden so viele internationale Konferenzen, Mediationen und Friedensverhandlungen wie in der Rhonestadt statt.

Aber wenn wir heute über Massnahmen zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat diskutieren, dann geht es um nicht mehr und nicht weniger als um die Rettung der internationalen Schweiz. Wenn Sie irgendwo auf der Welt eine Diplomatin, einen Politiker oder einen Menschenrechtsaktivisten treffen, können Sie sicher sein, dass er oder sie Genf kennt oder sogar schon einmal hier war. Die Arbeit der internationalen Organisationen in der Schweiz wird international anerkannt und geschätzt und ist gerade in der heutigen Zeit so nötig wie nie. Die Gründung des internationalen Genf Mitte des vorletzten Jahrhunderts ist aufs Engste mit dem internationalen Erfolg unseres Landes verbunden. Wäre die Schweiz kein erfolgreicher Gaststaat, wäre unser Land bei Staatslenkern und CEO weniger bekannt und geschätzt. Dank dem internationalen Genf ist die Schweiz weltweit für mehr bekannt als für Banken und für Schokolade. Das internationale Genf ist zudem der grösste Arbeitgeber der Westschweiz. In anderen Worten: Das internationale Genf ist Soft Power, Standortvorteil und Visitenkarte der Schweiz.

Eine aktive Gaststaatspolitik ist deshalb auch eine Investition in die Zukunft unseres Landes. Es ist deshalb zu begrüessen, dass der Bundesrat mit dem vorliegenden Bundesbeschluss endlich Massnahmen zur Rettung des internationalen Genf vorlegt. Allerdings kommen die vorgeschlagenen Mittel sehr spät und sind zu bescheiden. In einer Zeit, in der der Multilateralismus angegriffen wird, die Vereinten Nationen unter riesigen Finanzierungslücken leiden und Frieden, Demokratie und Menschenrechte unter Druck sind, braucht es eine entschlossene Reaktion der Schweiz, auch weil der internationale Wettbewerb unter den Gaststaaten zunimmt.

Mit meiner Minderheit beantrage ich Ihnen deshalb die moderate Erhöhung der Mittel für die Jahre 2027 bis 2029, was auch die Planbarkeit des Schweizer Engagements erhöhen würde. Ich danke Ihnen in diesem Sinne für die Unterstützung meines Minderheitsantrages II.

**Rumy Farah (S, SO):** Der Multilateralismus ist seit über hundert Jahren ein wichtiger Pfeiler unserer Aussenpolitik. Wir leben in einer Zeit, in der die regelbasierte Ordnung bröckelt. Das Recht des Stärkeren setzt sich immer häufiger durch. Autokraten verhandeln über die Weltpolitik, während multilaterale Institutionen immer weiter geschwächt werden. Die geopolitische Lage ist geprägt von Blockbildung, Fragmentierung, Kriegen und Krisen. Gerade in dieser schwierigen Zeit braucht es Orte der Stabilität, Orte, an denen Dialog möglich bleibt, wo Regeln verteidigt und gemeinsame Lösungen erarbeitet werden.

Das internationale Genf ist so ein Ort. Es ist ein Hub globaler Governance. Dieser Hub ist nicht selbstverständlich, denn Genf konkurriert mit verschiedenen Staaten um internationale Organisationen und Konferenzen. Wenn wir nicht investieren und attraktive Rahmenbedingungen schaffen, droht eine Abwanderung. Damit





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Sechste Sitzung • 15.09.25 • 14h30 • 25.061  
Conseil national • Session d'automne 2025 • Sixième séance • 15.09.25 • 14h30 • 25.061



verliert nicht nur Genf, sondern auch die gesamte Schweiz an Einfluss. Darum ist das vorliegende Massnahmenpaket, bestehend aus drei Bausteinen, so wichtig.

Kurzfristig stellt der Bund über 80 Millionen Franken bereit, um internationale Organisationen abzufedern, die wegen massiver Kürzungen grosser Mitgliedstaaten, etwa bei USAID, unter Druck geraten sind. Mittelfristig sind rund 110 Millionen Franken vorgesehen, um Konferenzen und Leitungsgremien in Genf zu halten. Jede dieser Veranstaltungen bringt Sicherheit, Wertschöpfung und verankert die Schweiz auf der Weltkarte. So schaffen wir die Grundlage, dass Genf neben New York die weltweit einzige Stadt wird, in der alle Staaten vertreten sind – ein Ort, an dem jedes Land, gross oder klein, seine Stimme erheben kann.

Die vom Bundesrat vorgeschlagenen Mittel sind trotz allem das absolute Minimum, und sie kommen zu spät. Die geopolitische Lage ist heute eine andere als noch vor vier oder acht Jahren. Der Druck auf multilaterale Institutionen hat sich massiv verschärft. Wer heute auf Sparen setzt, riskiert morgen den Verlust von Organisationen und Einfluss. Wir würden am falschen Ort sparen, nämlich bei unserer eigenen Handlungsfähigkeit. Deshalb braucht es jetzt mehr finanzielle Unterstützung. Die Schweiz geniesst international einen guten Ruf und verfügt mit ihren guten Diensten, ihrer humanitären Tradition und ihrer glaubwürdigen Neutralität über ein wertvolles Kapital von grosser aussenpolitischer Tragweite. Dieses Kapital müssen wir gezielt nutzen und weiterentwickeln. Die geplante Investition des Bundesrates ist deshalb ein klares Bekenntnis zum Multilateralismus, zur Friedenspolitik und zur Verantwortung der Schweiz. Es geht auch um Verantwortung, denn eine Welt, die nur noch nach dem Recht der Stärkeren funktioniert, ist eine Welt, in der die Schwächeren

AB 2025 N 1521 / BO 2025 N 1521

verlieren und in der auch ein kleines Land wie die Schweiz verliert. Multilaterale Institutionen sind die Garantie dafür, dass es Regeln gibt, die für alle gelten. Sie sind die Garantie dafür, dass Dialog dem Konflikt vorgezogen wird.

Wer das internationale Genf stärkt, stärkt also die internationale Schweiz. Die Schweiz steht zum Multilateralismus und zum Völkerrecht, sie steht zum internationalen Genf, und sie übernimmt Verantwortung in einer Welt, die mehr denn je Orte des Dialogs und der Kooperation braucht.

Deshalb bitte ich Sie, dem Geschäft ohne jegliche Kürzungen zuzustimmen.

**Schneider-Schneiter** Elisabeth (M-E, BL): Die Schweiz ist klein auf der Landkarte, aber sie ist gross in der Welt. Wir sind Sitz von internationalen Organisationen, und dies nicht nur in Genf, sondern auch in Basel mit der Bank für internationalen Zahlungsausgleich, in Zürich, in Lausanne, in vielen Städten. Zusammen bilden sie die internationale Schweiz, ein Magnet für Institutionen, die Zusammenarbeit suchen.

Die internationale Schweiz ist mehr als ein Symbol. Warum kommen diese Organisationen zu uns? Weil die Schweiz verlässlich ist, weil sie neutral ist, weil sie stabil ist, weil wir Brücken bauen, wo andere nur noch Mauern sehen. Das ist kein Zufall. Das ist das Resultat von Jahrzehnten konsequenter Politik, und es ist ein Standortfaktor, von dem wir ganz konkret profitieren. Die internationale Schweiz ist nicht nur gut fürs Image, sie ist gut für unsere Wirtschaft. Sie schafft Zehntausende Arbeitsplätze, sie generiert Milliarden an Wertschöpfung, sie stärkt Forschung, Innovation und Dienstleistungen. Kurz gesagt, die internationale Schweiz ist Teil unseres Wohlstands.

In einer Welt voller Krisen ist der Multilateralismus kein Luxus, sondern Lebensversicherung und eine Notwendigkeit. Klimawandel, Pandemien, Migration, Kriege, Sicherheit – kein Land kann diese Probleme alleine lösen, nicht die grossen und schon gar nicht die kleinen wie die Schweiz. An multilateralen Tischen sitzen wir gleichberechtigt mit, wir bringen unsere Stimme ein, wir gestalten Standards und Regeln mit, die für unsere exportorientierte Wirtschaft überlebenswichtig sind. Das ist die Chance der internationalen Schweiz.

Aber ohne Mittel keine Wirkung. Wer nur schöne Worte hat, verliert Glaubwürdigkeit. Wirtschaftliche Entwicklung, humanitäre Hilfe, Entwicklungshilfe, Friedensförderung – das alles sind Investitionen in weltweite Stabilität, und Stabilität zahlt sich aus für unsere Wirtschaft, für unsere Sicherheit, für unsere Zukunft.

Die internationale Schweiz ist kein Hobby für gute Zeiten, sie ist ein Fundament unseres Erfolgs, ein Fundament, das wir gerade in schwierigen Zeiten stärken müssen. Darum sagt die Mitte-Fraktion Ja zu dieser Vorlage, Ja zu einer Schweiz, die Brücken baut, Ja zu einer Schweiz, die Verantwortung übernimmt und davon auch selbst profitiert. Die Mitte-Fraktion unterstützt den Zahlungsrahmen des Bundesrates. Wir lehnen sowohl Aufstockungen wie auch Kürzungen ab, denn was die Schweiz jetzt braucht, ist Stabilität und Verlässlichkeit.

**Badertscher** Christine (G, BE): Die Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat für internationale Organisationen ist von zentraler Bedeutung, und dies aus zwei Gründen.

Erstens steht der Multilateralismus, das Fundament der internationalen Zusammenarbeit, zunehmend unter Druck. In einer Zeit, in der das Recht der Stärkeren immer häufiger das internationale Handeln prägt, ist dies





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Sechste Sitzung • 15.09.25 • 14h30 • 25.061  
Conseil national • Session d'automne 2025 • Sixième séance • 15.09.25 • 14h30 • 25.061



für ein kleines, exportorientiertes Land wie die Schweiz eine ausgesprochen ungünstige Entwicklung. Wir sind in besonderem Masse auf eine regelbasierte Weltordnung angewiesen, die verlässliche Rahmenbedingungen für den Austausch zwischen Staaten schafft. Wenn diese Ordnung erodiert, droht die Schweiz zwischen den Interessen grosser Mächte zerrieben zu werden. Ein anschauliches Beispiel dafür ist der Zollstreit mit den USA: Sobald Regeln missachtet werden und Machtinteressen im Vordergrund stehen, gerät ein kleines Land wie die Schweiz ins Hintertreffen.

Darüber hinaus ist der Multilateralismus entscheidend für die Bewältigung globaler Herausforderungen. Probleme wie der Klimawandel, die Ernährungssicherheit oder auch die globale Gesundheit lassen sich nur gemeinsam lösen. Nationale Alleingänge greifen zu kurz, denn Treibhausgase, Hunger und Epidemien machen nicht an Grenzen halt. Ebenso wichtig ist der Multilateralismus für den Erhalt des Friedens und die internationale Sicherheit. Gerade hier darf das Recht des Stärkeren nicht zur Richtschnur werden. Nur durch Zusammenarbeit und gemeinsame Institutionen können wir Konflikte friedlich beilegen und ein Mindestmass an Stabilität und Sicherheit garantieren. Für die Schweiz, die historisch auf Kooperation und Ausgleich setzt, ist dies von existenzieller Bedeutung.

Neben diesem fundamentalen Interesse an einem funktionierenden Multilateralismus gibt es einen zweiten Grund, weshalb die Schweiz Mittel für die Stärkung ihrer Rolle als Gaststaat bereitstellen muss: das internationale Genf. Genf ist seit Jahrzehnten ein weltweites Zentrum der internationalen Zusammenarbeit. Dort befinden sich neben dem zweitgrössten Sitz der Vereinten Nationen auch zentrale Institutionen wie die Welthandelsorganisation, das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) sowie zahlreiche weitere bedeutende Organisationen. Dieser Standort ist für die Schweiz nicht nur ein Aushängeschild, sondern auch ein strategisches Kapital, das unsere internationale Sichtbarkeit und unseren politischen Einfluss erheblich steigert.

Doch dieses internationale Genf steht zunehmend unter Druck. Die Konkurrenz anderer Staaten und Hauptstädte wächst. Zahlreiche Länder werben aktiv darum, internationale Organisationen bei sich anzusiedeln. Um Genf als starken Pfeiler der internationalen Zusammenarbeit zu erhalten, braucht es seitens der Schweiz ein klares Engagement. Wir dürfen uns nicht auf den Errungenschaften der Vergangenheit ausruhen. Investitionen in die Infrastruktur, die Sicherheit und die Attraktivität des Standortes sind notwendig, damit Genf neben New York der bedeutendste internationale Standort bleibt.

Deshalb bitten wir Sie eindringlich, die Minderheit II (Molina) der APK zu unterstützen. Sollte dies nicht möglich sein, so ersuchen wir Sie, zumindest der Mehrheit der APK bzw. dem Bundesrat zu folgen.

Eine Kürzung der Mittel wäre für die Zukunft der Schweiz fatal. Diese Mittel sind kein Luxus, sie sind eine kluge, zukunftsorientierte Investition in die Sicherheit, den Wohlstand und den internationalen Einfluss unseres Landes. Nur wenn wir bereit sind, Verantwortung zu übernehmen und die notwendigen Ressourcen bereitzustellen, kann die Schweiz ihre Rolle als verlässlicher Partner und Gaststaat der internationalen Gemeinschaft behaupten.

**Grüter Franz (V, LU):** Wir behandeln heute die Gaststaatspolitik für die Jahre 2026 bis 2029. Der Bundesrat beantragt eine Aufstockung des Budgets um 18,8 Millionen Franken zugunsten des internationalen Genf.

Die SVP-Fraktion unterstützt die Mehrheit der Finanzkommission und die Minderheit I (Portmann), welche diese Erhöhung ablehnen. Warum? Weil das internationale Genf kein Finanzierungsproblem hat, sondern ein Effizienzproblem. Wenn wir hier von 18,8 Millionen Franken Aufstockung sprechen, sollten wir die Gesamtsumme in diesem Zusammenhang ins Licht führen. Die Schweiz hat in den letzten vier Jahren 2 Milliarden Franken für das internationale Genf ausgegeben – in Zeiten, in denen wir uns den Kopf zerbrechen, wie wir die AHV finanzieren –, darin sind Beiträge an internationale Organisationen enthalten und Ausgaben, die wir als Gaststaat zusätzlich leisten. Mit den freiwilligen Beiträgen liegt die Gesamtsumme deutlich höher. 2023 hat die Schweiz rund 805 Millionen US-Dollar an Pflicht- und freiwilligen Beiträgen geleistet. Es gibt wohl kaum ein Land, das pro Kopf mehr zahlt als die Schweiz. Wir haben als Parlament eine Gesamtverantwortung für die Finanzen. Der Bundeshaushalt ist mehr als nur angespannt, und deshalb danke ich der Finanzkommission, die sich hier mit einer Mehrheitsentscheid dafür ausgesprochen hat, dass es keine Erhöhung geben soll.

Wir können nicht jeder Begehrlichkeit nachgeben, zumal das UNO-System seit den 2000er-Jahren massiv aufgebläht

AB 2025 N 1522 / BO 2025 N 1522

wurde. Nun hat selbst der UNO-Generalsekretär Guterres angekündigt, 20 Prozent des Budgets einsparen zu wollen, Strukturen zu verschlanken und Doppelspurigkeiten zu beseitigen. Es existieren in vielen Bereichen parallele Organisationen; das sage nicht ich, das sagen diese Leute. So sind neben der WHO zwei weitere Organisationen und Einrichtungen gegen Aids tätig, um nur ein Beispiel zu nennen. Es gibt ein sehr grosses





Einsparpotenzial.

Auch ein ehemaliger Insider, der frühere UNO-Generaldirektor Michael Möller, bestätigt, dass die internationalen Organisationen in Genf an Bürokratismus, an Doppelspurigkeiten und an Reformresistenz leiden. Seine Worte sind deutlich. Er sagt, wenn es eine Gruppierung gebe, die Veränderungen hasse, dann seien es die Bürokraten in Genf. Und was tut der Bundesrat? Anstatt auf Reformen zu pochen, verteilt er weitere Millionen, stundet Kredite, saniert Gebäude – und die Schweiz soll für diese Strukturen aufkommen, die selbst im UNO-System längst als ineffizient gelten.

Es kann nicht sein, dass der Schweizer Steuerzahler Milliardenlöcher stopfen muss, die internationale Organisationen durch Ineffizienz und Aufblähung selbst verursachen. Gerade in Zeiten knapper öffentlicher Mittel müssen wir Prioritäten setzen. Schulen, Sicherheit, Infrastruktur in der Schweiz haben Vorrang und nicht Prestigeprojekte im internationalen Genf.

Und noch etwas: Wenn Ihnen die Schweiz als Gaststaat der UNO so wichtig ist, dann sollten Sie vor allem in die Schweizer Neutralität investieren. Die derzeitige Schweizer Aussenpolitik ergreift immer wieder Partei, sodass sich die Schweiz nicht mehr effizient und erfolgreich als neutrale Vermittlerin in Konflikten anbieten kann. Diese Aussenpolitik schadet der Glaubwürdigkeit der Schweiz massiv. Wenn wir so weitermachen, dann macht sich die Schweiz als Gaststaat überflüssig.

Ich bitte Sie deshalb wie die Mehrheit der Finanzkommission, dieser Erhöhung, die der Bundesrat beantragt, nicht zuzustimmen. Wir werden die Vorlage aus den erwähnten Gründen grossmehrheitlich ablehnen.

**Wehrli** Laurent (RL, VD): Je vous informe que la majorité du groupe PLR soutient la proposition du Conseil fédéral dans le cadre du message sur la Suisse en tant qu'État hôte, et donc suit également votre Commission de politique extérieure qui, pour mémoire, a accepté cette proposition par 14 voix contre 10 et aucune abstention.

Nous considérons en effet que ce message est important au regard du rôle de la Suisse, de la Suisse neutre, de la Suisse des bons offices, de la Suisse des Conventions de Genève, et que cette possibilité de maintenir un État hôte fort et accueillant est indispensable. C'est d'autant plus indispensable et important dans le cadre de la situation actuelle. Plusieurs de mes préopinants ayant déjà mentionné un certain nombre d'éléments relatifs à l'importance de la situation actuelle, je n'y reviens pas. Je rappelle également que, d'un point de vue financier, cela représente un investissement utile, qui est compensé et qui rapporte à la Suisse, pas seulement à la région genevoise, mais à la Suisse entière, et qui permet, n'ayons aucun doute à ce sujet, des économies dans la promotion et la diplomatie de notre pays, car ainsi le monde vient en Suisse, ce qui simplifie les contacts et permet de renforcer les possibilités d'accueils partenariaux, qui sont multiples et multilatéraux. Je rappelle également que cette proposition est celle du Conseil fédéral, qui connaît particulièrement bien la situation financière de la Confédération et qui a décidé ici de faire un arbitrage en faveur de cette augmentation parce que, justement, des solutions ont été trouvées.

Ne voulant pas perdre trop de temps, je vous rappelle simplement que la majorité du groupe PLR dit oui à cette proposition du Conseil fédéral – selon la majorité de la Commission de politique extérieure.

**Hässig** Patrick (GL, ZH): Es gab eine Zeit, die noch gar nicht so lange zurückliegt, in der sozusagen eine etwas vereinfachte Weltanschauung mit zwei Blöcken vorherrschte, dem Ostblock und dem Westblock. Neben diesen beiden Blöcken gab es ein kleines, neutrales Land: die Schweiz, ein Land, das Gipfeltreffen zwischen Vertretern des Ostens und des Westens beherbergte, ein Land, dem es am Herzen lag, dass man in der Welt trotz Differenzen weiterhin miteinander redete. Aber diese Weltanschauung, ob man sie nun teilt oder nicht, gehört der Vergangenheit an. Die Welt wird komplexer, sie wandelt sich von einer bipolaren zu einer multipolaren Welt.

Der kürzlich von Xi Jinping organisierte Gipfel, an dem Staatschefs aus etwa zwanzig Staaten teilnahmen, aber kein offizieller Vertreter des Westens, war nur eines von vielen Beispielen dafür, dass die Ordnung, die wir bisher kannten, der Vergangenheit angehört. Selbst einem Staatschef wie Wladimir Putin, gegen den ein internationaler Haftbefehl vorliegt, wurde der rote Teppich ausgerollt, und er musste auch nicht befürchten, in einem Gefängnis zu landen – ein perfektes Beispiel dafür, dass der russische Präsident nicht so isoliert ist, wie man gerne glauben möchte, und dass die westliche Weltanschauung verstaubt und nicht mehr so aktuell ist.

Vor diesem Hintergrund könnte man meinen, dass die Rolle des internationalen Genf an Bedeutung verliert: einerseits, da einige Geber beschlossen haben, ihre Beiträge erheblich zu kürzen, andererseits in Anbetracht der Provokationen, denen wir ausgesetzt werden könnten. Dabei werden jedoch die zahlreichen Treffen und Initiativen vergessen, die in den letzten zwei bis drei Jahren in Genf, aber auch anderswo in der Schweiz





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Sechste Sitzung • 15.09.25 • 14h30 • 25.061  
Conseil national • Session d'automne 2025 • Sixième séance • 15.09.25 • 14h30 • 25.061



stattgefunden haben. Diese waren zwar nicht alle so medienwirksam wie die Gipfeltreffen, aber in einem sich wandelnden geopolitischen Kontext nicht weniger wichtig.

Wir Grünliberalen sind daher überzeugt, dass die Schweiz, deren Know-how sich bei der Organisation von Gipfeltreffen und Konferenzen längst bewährt hat, sich die Mittel in die Hand geben muss, um nicht nur für Tagungen, sondern auch für internationale Organisationen ein attraktiver Standort zu bleiben. Es wäre jedoch falsch, zu glauben, dass wir als Gaststaat immer die Einzigen im Rennen sind. Allein in Europa gibt es zahlreiche Länder, die sich um die Aufnahme internationaler Institutionen bemühen, um ihre Rolle in der internationalen Diplomatie zu stärken. In einem Schreiben vom 25. April 2025, das von UN-Generalsekretär António Guterres selbst verschickt wurde, wurde übrigens darum gebeten, Arbeitsplätze zu identifizieren, die ab 2026 an Standorte verlegt werden könnten, die kostengünstiger als Genf und New York sind. Es sei auch daran erinnert, dass der Verbleib dieser Organisationen auf Schweizer Boden nicht nur dazu dient, bei internationalen Gipfeltreffen Schlagzeilen zu machen, vielmehr soll die Schweiz damit ihrer Verantwortung für die Förderung des Friedens gerecht werden und ihren Beitrag zu einer besseren Welt leisten. Die Schweiz ist Teil dieser Welt, und wir können uns nicht damit begnügen, aus der Ferne zu beobachten, was geschieht, als ginge es uns nichts an.

Die Mittel aus dem Zahlungsrahmen, der Ihnen mit dem Bundesbeschluss, über den wir diskutieren, beantragt wird, werden selektiv in Bereiche investiert, in denen wir ein grosses Interesse haben, uns zu profilieren, wie beispielsweise in die Digitalisierung, die Datensicherheit oder die Forschung und Innovation. Als Beispiel für den letzten Punkt kann eine Forschungspartnerschaft zwischen der ETH Zürich und der UNO in den Bereichen Cybersicherheit und künstliche Intelligenz angeführt werden. Diese Bereiche werden nicht nur für unser Land immer wichtiger, sondern haben auch ein grosses wirtschaftliches Potenzial.

Im Namen der Grünliberalen Fraktion lade ich Sie daher ein, auf diesen Bundesbeschluss einzutreten und der Mehrheit Ihrer Kommission in allen Punkten zu folgen. Wir lehnen den Minderheitsantrag I (Portmann) sowie den Minderheitsantrag II (Molina) ab.

**Cassis Ignazio**, Bundesrat: Der Multilateralismus ist ein Pfeiler unserer Aussenpolitik; die Schweiz profitiert von ihm. Dieser Multilateralismus steckt heute in einer Vertrauenskrise, ausgelöst durch gesellschaftliche Veränderungen, geopolitische Spannungen und den Rückzug wichtiger Mitgliedstaaten, allen voran der Vereinigten Staaten von Amerika. Dieser Rückzug hat konkrete und direkte Folgen, insbesondere in Genf, dem zweiten Hauptsitz der Vereinten Nationen auf der Welt. Das internationale Genf ist ein Gewinn für die

AB 2025 N 1523 / BO 2025 N 1523

Schweiz und ein strategisches Instrument für das Land. Es ist ein Schaufenster unserer Aussenpolitik und ein weltweit einzigartiger Ort des Dialoges. Das internationale Genf ist auch ein bedeutender Wirtschaftsfaktor, der 1 Prozent zum schweizerischen Bruttoinlandprodukt beiträgt. Der Bundesrat will für die Schweiz als Gaststaat besondere Anstrengungen unternehmen – neben ihrer Rolle als Mitgliedstaat von internationalen Organisationen und Geberstaat.

Das internationale Genf soll in diesen turbulenten Zeiten kompetitiv bleiben, denn die Konkurrenz schläft nicht. In den letzten Monaten haben Beitragskürzungen von Mitgliedstaaten zu Liquiditätsengpässen geführt. Gleichzeitig hat sich der globale Wettbewerb um internationale Organisationen deutlich verschärft. Es lauert die Gefahr, dass gewisse Organisationen aus Genf wegziehen; ich komme auf diesen Punkt zurück. Der Bund und der Kanton Genf arbeiten koordiniert zusammen, um den Erhalt und die Weiterentwicklung dieses Ökosystems zu gewährleisten. In diesem Sinne begrüsse ich die Gründung einer Stiftung für die Anpassung des internationalen Genf, der Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale (Fagi), durch den Kanton Genf und die Hans-Wilsdorf-Stiftung.

Der Bundesrat hat am 20. Juni dieses Jahres ein dringliches Massnahmenpaket zur Stärkung des internationalen Genf für dieses Jahr, 2025, und für nächstes Jahr, 2026, ebenso verabschiedet wie die Botschaft über die Schweiz als Gaststaat für die Periode 2026–2029. Diese Massnahmen umfassen folgende Elemente:

À court terme, c'est-à-dire cette année et l'année prochaine, un programme de mesures urgentes de 83 millions de francs pour soutenir les organisations en difficulté, notamment en raison de la diminution des contributions attendues.

À moyen terme, c'est-à-dire de 2026 à 2029, le crédit-cadre pour la stratégie d'État hôte d'environ 110 millions de francs, afin de préserver l'attractivité de Genève face à une concurrence internationale de plus en plus vive. L'objectif est d'éviter des départs d'organisations vers d'autres villes aux coûts moindres.

À long terme, c'est-à-dire de 2027 à 2029, un programme extraordinaire d'investissements immobiliers de 78 millions de francs, soit 26 millions par année entre 2027 et 2029, car la qualité des infrastructures est à la fois





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Sechste Sitzung • 15.09.25 • 14h30 • 25.061  
Conseil national • Session d'automne 2025 • Sixième séance • 15.09.25 • 14h30 • 25.061



une condition essentielle d'accueil, mais également une carte de visite pour la Suisse.

Le message comprend quatre champs d'action visant à renforcer notre rôle d'État hôte : l'accueil, l'infrastructure, les partenariats et la gouvernance des nouvelles technologies. Lors du traitement du message, la Commission des finances a recommandé de diminuer les montants demandés. Cette position n'a pas été suivie par la Commission de politique extérieure, ce que je salue. Ces financements sont d'autant plus importants que la crise que traverse la Genève internationale est exacerbée par les efforts d'autres pays, y compris les pays voisins, pour attirer chez eux des organisations basées à Genève. De plus, certains États du Golfe se positionnent proactivement pour offrir leurs bons offices ou encore, pour accueillir des conférences internationales.

Die beantragten Beträge verschaffen uns ein wichtiges Druckmittel in den Verhandlungen, die wir derzeit mit zahlreichen Organisationen führen. Eine Kürzung um einen Teil der Mittel kann zur Folge haben, dass bestimmte Organisationen ihren Sitz oder ihre Abteilungen verlegen. Das ist bereits bei Unicef der Fall, das Genf verlässt und nach Rom umzieht.

Einige argumentieren, dass Genf mehr bezahlen sollte. Doch der Kanton Genf steuert ebenso wichtige Mittel bei. Er hat kürzlich die Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale gegründet. Mit einem Anfangsbetrag von insgesamt 50 Millionen Franken soll die Stiftung während fünf Jahren zur Stärkung des Gaststaates beitragen. Diese Unterstützung des internationalen Genf erfolgt in enger Kooperation mit dem Bund.

Schliesslich möchte ich betonen, dass Investitionen in das internationale Genf dem gesamten Land zugutekommen, wie viele von Ihnen ebenfalls gesagt haben. Die Direktinvestitionen des EDA für den Gaststaat in den letzten vier Jahren werden auf rund 750 Millionen Franken geschätzt, also auf etwas weniger als 190 Millionen Franken pro Jahr. Im Vergleich dazu trägt das internationale Genf jährlich mit rund 4 Milliarden Franken zum BIP bei, also zwanzigmal mehr.

D'autres cantons profitent donc également de la Genève internationale. Les exemples sont nombreux ; on peut mentionner les négociations sur la Libye en 2021 dans le canton de Vaud, des discussions de paix sur Chypre en Valais en 2017, des discussions sur le Yémen dans le canton de Berne en 2023.

Sulla base di tutte queste considerazioni, in nome del Consiglio federale vi invito pertanto a sostenere questo messaggio approvando il decreto federale.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen*

*Le débat sur cet objet est interrompu*

